



Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Sonatrach-mise-sur-des-projets.html>

Sonatrach mise sur des projets « aveugles » pour blanchir la rente

- Actualité politique nationale - Pillage de l'économie algérienne -

Publication date: dimanche 5 août 2012

Description:

Enfour du CO2 dans le sous-sol saharien, est un mépris contre la nature et la population saharienne.



in Le Matin dz

Y. Mérabet

Journaliste indépendant / Expert en énergie

04.08.12

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Unité de Sonatrach

.
. .
.

Un double crime, économique et écologique

L'enfouissement d'une tonne de CO₂ coûte 15 dollars à Sonatrach, chaque année, un million de tonnes de dioxyde de carbone sont enfouies dans le sous-sol saharien, sous le prétexte de lutter contre le réchauffement planétaire et de hisser l'Algérie au premier de championne du monde dans la préservation de l'environnement. Une somme colossale est dépensée inconsciemment par la Sonatrach pour enfouir le dioxyde de carbone (CO₂) récupéré des installations de traitement du gaz naturel du gisement gazier d'In-Salah. Pas plus de 69 milliards de dollars seront nécessaires pour séquestrer et enfouir la totalité du dioxyde de carbone (CO₂) rejeté par l'industrie pétro-gazière algérienne, dont 270 millions de dollars doivent être dépensés annuellement pour suivre cette opération, c'est le programme qu'a retenu le nouveau ministre de l'Energie et des Mines et ses compagnons pour lutter contre le réchauffement climatique.

La mission de Sonatrach est claire en ce sens, c'est de s'occuper de la recherche, de la production, du transport et de la commercialisation des hydrocarbures pas plus. La lutte contre le réchauffement climatique et les projets lui afférant relèvent du ministère de l'Environnement et de l'aménagement du territoire, pas moins.

Un laboratoire d'observation pour l'enfouissement du CO₂ a été créé à Kréchba (In-Salah) par la Sonatrach, assisté par le lobby pétrolier mondial et l'Agence Internationale de l'Energie, pour en faire de ce centre algérien un modèle à suivre, qui attirera les pays de l'OPEP, à investir leur surplus pétrolier dans des futilités. Cet enjeu et cette stratégie satanique est un moyen utilisé par le lobby mondial du pétrole dans le but de détruire les économies pétrolières des pays du Sud, en leur faisant dépenser le surplus pétrolier dans des projets « bidon », comme celui de Kréchba . Cette stratégie a pour finalité de réduire la croissance économique des pays exportateurs de pétrole et d'alléger leur poids qui pèse sur l'économie mondiale.

Quelle horreur, crient les scientifiques algériens, « Sonatrach nous empoisonne, elle met en péril notre précieuse eau du Sahara et investit dans les catastrophes naturelles, si ce n'est pas un mépris contre l'homme et la nature ».

Qu'elle banque aura-t-elle l'audace de financer des « projets aveugles » qui se sont trouvés dans l'impossibilité de rembourser leurs créances, alors là, on doute, si ce n'est pas une complaisance qui convoite le blanchissement de la rente pétrolière par Sonatrach.

D'autres solutions existent

Enfouir du CO₂ dans le sous-sol saharien, est un mépris contre la nature et la population saharienne. Le gaz extrait à Kréchba (Sud de l'Algérie), ainsi que celui de Rhoude Nouss ont une teneur en CO₂ trop élevée (6% en moyenne) dépassant les normes de commercialisation (seuil maximum de 0,3%), une opération d'extraction du CO₂ devient nécessaire, elle se fait au niveau des modules de séparation. En générale après cette opération, le gaz naturel purifié est mis en vente, tandis que le CO₂ est séquestré pour être utilisé comme fluide moteur dans les gisements 'hydrocarbures ou tout simplement stocké dans des nappes sous-terraines aquifères.

Cette dernière n'est qu'une solution hypocrite, elle ne fait que disparaître provisoirement et dangereusement dans le sol ce gaz nuisible à effet de serre, sous le risque majeur de provoquer des catastrophes sous-terraines. Stocker du CO₂ dans des nappes aquifères est intolérable pour un pays déficitaire, pour un pays qui souffre de manque d'eau. Une solution définitive et moins agressive, qui permettait de domestiquer ce gaz à effet de serre (CO₂) et de l'utiliser à des fins industrielles pour produire du méthane (CH₄) des anciennes mines désaffectées avait été proposée au ministère de l'Energie et des Mines en 2003, aucune suite n'a été réservée à cette proposition. Cette solution consistait à collecter par pipeline le CO₂, provenant des différents sites et champs pétro-gaziers du Sud, et l'acheminer jusqu'à la mine de charbon désaffectée de Kénadza (wilaya de Colomb-Béchar) où il est injecté à l'intérieur pour être stocker et produire en même temps du méthane (CH₄). Voilà ! Un projet ambitieux plein de richesses, qui allait créer une importante activité économique dans la Saoura et croître la croissance économique de la région, et enfin résoudre définitivement cet épineux problème d'émission du CO₂.

A Kréchba, une fois « purifié », le gaz est acheminé par un pipeline vers Hassi R'mel, distant à 450 km au Nord, d'où il sera commercialisé. Le CO₂, quant à lui, après avoir été comprimé à 180 bars, est envoyé dans une réserve d'eau souterraine à 2 kilomètres de profondeur, située à la périphérie de la zone d'extraction du gaz du gisement d'In-Salah. Le dioxyde de carbone (CO₂) est mélangé à des produits chimiques nocifs contaminant l'eau de la nappe, d'où le risque d'empoisonnement de la population.

Le site de Kréchba est exposé aux risques majeurs suivants

Le risque d'échappement brutal dans l'atmosphère. Cela peut arriver, par exemple, s'il y a une grosse brèche dans une canalisation de transport. À très haute dose, le CO₂ est toxique, comme lors de l'accident du lac Nyos au Cameroun qui a entraîné la mort subite de 3000 personnes.

Le risque de pollution des nappes d'eau potable

Dans notre cas le CO₂ est mélangé à des additifs le rendant plus nocifs encore. D'autre part le CO₂ n'est pas un polluant en soi, mais il a des effets chimiques sur le milieu, notamment l'acidification, qui peut provoquer la dissolution de métaux présents dans le sous-sol et leur transfert dans l'eau. Ces modifications chimiques au niveau des aquifères profonds peuvent influencer la qualité des nappes d'eau moins profondes dont certaines sont potables. Les autres risques d'origine géologiques : Une fissuration des aquifères liée à l'augmentation de pression en injectant le CO₂, ou à un accident naturel de la croûte terrestre l'étanchéité du confinement en laissant échapper le gaz ; ou encore le risque sismique. Alors pourquoi payons ces risques au prix fort ?

Kréchba est un laboratoire de marketing, au service du lobby pétrolier mondial

Le centre d'enfouissement pilote de Kréchba (In-Salah) a été créé en partenariat entre la société britannique BP, l'algérienne Sonatrach et le Norvégien StatoilHydro sous l'initiative de l'Agence internationale de l'Energie (AIE) est un centre d'observation scientifique travaillant pour le compte des grands laboratoires géophysiques étrangers. Dans ce contexte, In Salah fait partie des deux ou trois projets dans le monde qui utilisent l'enfouissement de CO₂ dans le sous-sol, pour des raisons différentes que ceux de Kréchba. « Le monde industriel est en train de regarder ce qui se passe dans le sous-sol de ce site pour pouvoir généraliser cette technique dans les cas où elle peut être appliquée », a indiqué le président de « In Salah Gaz », lors d'un interview.

L'Algérie est-elle devenue un laboratoire à ciel ouvert des innovations douteuses ? Douteuses mais aussi dangereuses. Le Dr. Vasco du Lawrence Berkeley National Laboratory a fait des recherches sur les déformations de la surface du sol suite à l'injection de CO₂ à In Salah dans le Sahara algérien, où un million de tonnes de gaz sont injectées par an à environ 2 km de profondeur. L'interférométrie radar a permis d'observer une élévation de la surface du sol de 5 mm par an sur des kilomètres...'

Le centre d'enfouissement de Kréchba est classé à l'échelle mondiale comme un établissement à risques d'accidents majeurs. Cette catégorie d'installation devrait être soumise à autorisation avec servitudes préalables d'utilité publique pour la maîtrise de l'urbanisation, elle inclut les installations dites « seuil haut ». Le stockage du dioxyde de carbone (CO₂), prôné par nombre d'experts pour lutter contre le réchauffement climatique, est jugé hasardeux par des géophysiciens en raison du risque élevé de déclencher des séismes, ou l'échappement instantané du CO₂ séquestré, s'acheminant par les fissures accidentelles, jusqu'à la surface de la terre.

L'accélération du déploiement de cette technologie incertaine chez son concepteur est bel et bien dans les cartons, chez nous, encore on continue l'applaudir.

Les scientifiques estiment, « qu'il y a une forte probabilité que des tremblements de terre soient déclenchés par l'injection de vastes volumes de CO₂ dans les roches fragiles » le plus souvent trouvées dans la croûte terrestre. « Dans la mesure où même des séismes de petite ou moyenne puissance peuvent compromettre l'étanchéité des poches géologiques contenant le CO₂ séquestré, nous pensons que, dans ce contexte, stocker de très grands volumes de ce gaz constitue une stratégie risquée, cette stratégie pour réduire de façon importante les émissions de gaz à effet de serre serait probablement un échec », insistent les scientifiques de l'académie américaine des sciences (PNAS).

Les signataires du protocole de Kyoto accordent la priorité à la croissance économique des pays, sauf à l'Algérie.

Les émissions de CO₂ dans la nature par l'industrie et les installations pétro-gazières algériennes ne représentent que 1,1 % de la totalité des rejets de CO₂ en atmosphère dans le monde ; une part très insignifiante, pour que les responsables de Sonatrach puissent hypothéquer l'économie algérienne. L'Algérie ayant signé et ratifié le protocole de Kyoto de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, elle est devenue membre à part entière depuis le 16 février 2005. Le traité fixe un objectif de réduction des émissions de 5,2% en moyenne entre 2008 et 2012 par rapport aux niveaux de 1990 concernant 6 gaz à effet de serre, dont le CO₂.

Le traité prévoit différents mécanismes de flexibilité dont les permis d'émission qui permettent de vendre ou d'acheter des droits à émettre entre pays industrialisés. L'Algérie n'est pas concernée par ces droits, et ne perçoit pas la « taxe carbone » pour ses efforts « déployés » pour réduire l'effet de serre, notamment pour son centre d'enfouissement du CO₂ à Kréchba. Pour la majorité des pays en développement et en particulier pour des pays comme la Chine ou l'Inde, le changement climatique n'est pas une priorité comparé aux autres enjeux du développement. Ils pensent que les pays développés doivent agir en priorité car ceux-ci ont une responsabilité historique sur l'augmentation actuelle des concentrations de gaz à effet de serre.

De plus, ils considèrent l'augmentation de leurs émissions par tête comme une conséquence inéluctable de leur

développement. L'exemple des États-Unis, les plus grands pollueurs de la planète refusent de ratifier le protocole en l'état. Ils souhaitent associer les pays dits émergents comme l'Inde, le Brésil, l'Indonésie, la Chine, le Mexique ou la Corée du Sud, mais ces derniers craignent que tout effort n'entrave leur croissance économique. Les pays de l'OPEP, surtout l'Arabie saoudite et le Koweït, exigent des aides financières pour la diversification économique, au titre des compensations prévues par le protocole. Alors voilà un dilemme entre Etats, avec son trop-plein d'exigences qui partage le monde sur l'application cohérente du protocole de Kyoto. Chaque Etat a ses raisons d'intérêt économique, veut faire passer en priorité sa croissance économique avant le bien être de la planète que pourrait apporter le protocole de Kyoto. C'est la règle du jeu que nous aussi nous devons l'accepter.

Conclusion

Dans d'autres pays, les décisions récentes conduisent à l'abandon des projets du captage et stockage du CO2, les uns après les autres se suivent. Cette chimère technologique, potentiellement dangereuse, est inutile pour l'environnement mais rentable pour le lobby pétrolier.

Y. Mérabet

Journaliste indépendant / Expert en énergie

04.08.12